

TABLE DES MATIÈRES

Numérisation dans les pays émergents : questions transversales et spécificités locales <i>Elena SIGNORINI, Maria Beatrice PAGANI</i>	7
INTRODUCTION	7
§ 1. <i>Identification du contexte de réflexion.</i>	8
A. L'impact du changement	8
B. Les contours du défi des pays émergents dans l'évolution technologique : quelles actions pour donner vie à un circuit vertueux ?	12
§ 2. <i>Binôme numérisation et pays émergents : identification de l'élément subjectif.</i>	13
A. Questions transversales	13
B. Les BRICS : Réflexions générales et développement durable	19
1. Brésil	20
2. Fédération de Russie	22
3. Inde	24
4. Chine	26
5. Afrique du Sud	29
C. Les BRICS : Réflexions générales et marché du travail	31
RÉFLEXIONS DE CONCLUSION	37
 Dealing with a sovereign debt pandemic in an era of deglobalization and global imbalances <i>Georgios PAVLIDIS</i>	41
INTRODUCTION	41
§ 1. <i>Deglobalisation, Global Imbalances and Debt Markets</i>	42
§ 2. <i>An Ominous Build-up of Sovereign Debt</i>	43
§ 3. <i>In Search of Debt Relief</i>	45
§ 4. <i>Debt Restructurings in the Post-Covid Era</i>	46
A. The Contractual Approach: Collective Action Clauses	47
B. The Statutory Approach: A Sovereign Debt Restructuring Mechanism	49
C. The Soft Law Approach: Voluntary Codes of Conduct	50
D. A Deglobalised Approach: Domestic Legislation	51
§ 5. <i>It is Time for More Coordinated Action</i>	53
CONCLUDING REMARKS	56
 50 years of investment policy-making in China: barriers, drivers, and impacts <i>Joe ZHANG, Nathalie BERNASCONI-OSTERWALDER</i>	59
INTRODUCTION	59
§ 1. <i>Overview of China's Investment Policies</i>	59

§ 2. <i>Beginning of the “Reform and Opening Up” Policy</i>	61
§ 3. <i>Investment Policy Through the 1990s</i>	64
§ 4. <i>A Coordinated Approach to Outward Investment</i>	66
§ 5. <i>China’s Foreign Investment Law Regime in the 21st Century</i>	69
§ 6. <i>The Cost of Rapid Economic Development and China’s Response</i>	71
§ 7. <i>China’s International Engagement</i>	73
CONCLUSION	76
Enhancing competition in privatisation processes in Brazil: the case of Correios	
<i>Vinícius KLEIN, Fernanda ZAMPIERI RODRIGUES</i>	77
INTRODUCTION	77
§ 1. <i>Privatisation Processes in Developing Countries</i>	80
§ 2. <i>The Role of Competition Policy in Privatisation</i>	83
§ 3. <i>The Brazilian Institutional Landscape</i>	86
§ 4. <i>The Case of Correios</i>	89
CONCLUSION	92
L’Algérie, pays émergent, candidat perpétuel à l’accession à l’OMC	
<i>Mustapha MENOUEUR</i>	99
INTRODUCTION : L’ALGÉRIE EN TANT QUE PAYS ÉMERGENT	99
§ 1. <i>L’impossible adhésion de l’Algérie à l’OMC</i>	101
A. La non-adhésion de l’Algérie comme résultat de son histoire et d’une mauvaise appréciation des grands équilibres mondiaux	101
B. La non-adhésion de l’Algérie comme résultat de la procédure d’adhésion de l’OMC	103
C. La nécessité des réformes dites de « seconde génération »	105
§ 2. <i>Alternative ou absence d’alternative à la non-adhésion à l’OMC</i>	107
A. L’instauration du régime des licences d’importation en 2015 (mesures administratives)	107
1. Les motifs et les buts de la loi 15-15 du 15 juillet 2015 et du décret exécutif du 6 décembre 2015	107
a) Les motifs	108
b) Les buts des restrictions à la liberté d’importation	110
2. Le contenu des mesures adoptées	112
a) La juste évaluation des marchandises importées	112
b) Le recours aux licences d’importation et leurs effets sur la concurrence	113
C. L’accord d’association avec l’Union européenne et les accords bilatéraux	115
1. L’accord d’association avec l’Union européenne, plus contraignant que le cadre multilatéral de l’OMC ?	115
a) Présentation de l’accord	115
b) Critiques de l’accord d’association	117
2. Les accords bilatéraux avec les autres pays et l’application de la clause de la nation la plus favorisée	119
CONCLUSION	120

La Chine et le multilatéralisme depuis le nouveau millénaire

<i>Hilaire DE PRINCE POKAM</i>	123
§ 1. <i>Le double jeu de la Chine avec le multilatéralisme</i>	126
A. La participation active à la construction des structures multilatérales régionales	126
1. La création des structures multilatérales régionales	127
2. L'établissement des relations avec l'ASEAN	128
3. La participation aux structures régionales	129
B. Le <i>membership</i> au sein des structures multilatérales interrégionales et universelles	130
1. La participation aux structures interrégionales	130
2. Le <i>membership</i> dans les structures universelles	131
C. L'occupation des positions de pouvoir au sein des structures multilatérales	132
§ 2. <i>Les enjeux de la participation de la Chine au multilatéralisme</i>	132
A. La construction identitaire	133
1. La construction de l'identité de rôle	133
2. La construction de l'identité collective	138
B. La construction de ses intérêts	139
1. La sécurité	139
2. L'accumulation des ressources économiques	140

La notion de développement durable entre mutations et dévalorisation

<i>Océane BONNARD</i>	145
§ 1. <i>Introduction. Panorama de notions évolutives et inhérentes à l'économie de marché.</i>	145
A. Contexte historique	145
B. Notion de développement	146
C. La notion de pays développés	147
D. La notion de pays en développement (PED)	147
E. La notion de pays émergents	148
F. Brève définition de la notion de développement durable	149
§ 2. <i>Problématique relative aux mouvances terminologiques</i>	150
A. Les limites de la catégorisation des pays au regard des critères de développement durable	151
1. La détermination des critères multidimensionnels du développement intégrant la notion de développement durable	151
a) Les anciens critères économiques et relationnels déterminant le niveau de développement	151
b) Les critères sociaux et environnementaux adaptés aux besoins contemporains	153
2. Une notion inadaptée à l'intégration du critère du développement durable	157
a) La politique de développement durable imposée aux pays en voie de développement	157
b) Le développement sous-estimé des pays émergents au regard du critère du développement durable	159

c) Des États dans l'impossibilité de faire respecter les normes de développement durable	162
C. Les entreprises transnationales : un acteur oublié dans l'application des objectifs de développement durable	164
1. Définition et puissance des entreprises transnationales en matière de développement	164
2. L'impact des entreprises transnationales en matière environnementale	166
3. Un acteur incontournable des objectifs de préservation de l'environnement	167
4. Un investissement mitigé des ETN dans les pays en développement	169
CONCLUSION	170
L'éthique environnementale dans le discours juridique des pays émergents : dépasser la tentation écocentrique	
<i>Raphaël MAUREL</i>	171
§ 1. <i>L'absence de prise de leadership environnemental mondial</i>	176
§ 2. <i>Le discours sectoriel de l'éthique environnementale au service des intérêts nationaux</i>	180
§ 3. <i>L'inadéquation du discours de l'éthique environnementale : vers une éthique de l'anthropocentrisme ?</i>	184
Devoir de vigilance et RSE – vecteur d'une relation plus équilibrée entre groupes multinationaux et communautés locales	
<i>Jean-Marc GOLLIER</i>	189
I. INTRODUCTION	189
§ 1. <i>Devoir de vigilance : deux instruments internationaux de référence</i>	193
A. Principes directeurs de l'ONU : « protéger, respecter et réparer » (2011)	193
B. Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises (2018)	196
1. Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des multinationales : un instrument inefficace	196
2. Guide OCDE 2018 sur le devoir de diligence	198
§ 2. <i>Proposition de loi belge « instaurant un devoir de vigilance et un devoir de responsabilité à charge des entreprises tout au long de leur chaîne de valeur »</i>	199
§ 3. <i>Responsabilité légale des entreprises pour leur devoir de vigilance</i>	203
A. Introduction	203
B. Pollution au Nigeria par une filiale de Shell	204
1. Les faits	204
2. Décision des juridictions néerlandaises	204
3. Décision de la Supreme Court (UK)	206
4. Une jurisprudence pionnière	208
C. Mort d'homme sur un chantier naval de démolition au Bangladesh	209
CONCLUSION	211

Pandémie, accès aux médicaments et aux vaccins : quels déséquilibres ?

<i>Aïda CAID ESSEBSI</i>	213
§ 1. <i>Un déséquilibre au profit des détenteurs du pouvoir</i>	214
A. « Qui a l'argent a le pouvoir »	215
B. « Qui a le savoir a le pouvoir »	217
§ 2. <i>Les remèdes au déséquilibre</i>	220
A. Actions des pays détenteurs du pouvoir	220
B. Actions émanant des pays en développement	224

La montée en puissance des pays émergents dans la gouvernance sécuritaire en Afrique subsaharienne

<i>Brice TECHIMO TAFEMPA</i>	229
§ 1. <i>Les diverses stratégies chinoises et russes dans la lutte contre l'insécurité en Afrique subsaharienne</i>	232
A. Le recours à la stratégie discursive : la construction discursive de la sécurité par la Chine et la Russie en Afrique subsaharienne . . .	232
B. Le recours aux stratégies non discursives	235
1. La multiplication d'accords sécuritaires par la Chine et la Russie	235
2. La participation croissante de la Chine et de la Russie aux missions de maintien de la paix	240
§ 2. <i>Les enjeux de la participation de la Chine et de la Russie dans la lutte contre l'insécurité en Afrique subsaharienne</i>	242
A. La construction des identités par la Chine et la Russie	242
1. La construction de leurs identités de rôle par la Chine et de la Russie : l'affirmation de leur stature de superpuissance	242
2. La construction par la Chine de son identité de corps à travers le respect du principe de la « Chine unique »	245
3. Les intérêts économiques : entre vente de matériel militaire et protection des acquis économiques	246
CONCLUSION	250

Le droit de l'OHADA, facteur d'émergence des pays de l'Afrique subsaharienne

<i>Gérard BLANC</i>	253
INTRODUCTION	253
§ 1. <i>L'exemplarité du droit OHADA</i>	254
A. Une exemplarité fondée sur l'uniformisation du droit	254
B. Une exemplarité comportant des fragilités	256
§ 2. <i>La diffusion du droit de l'OHADA</i>	260
A. À l'échelle du continent africain	260
B. La diffusion à l'échelle internationale	263

Cross-border: African cooperation at a crossroad?

<i>Cristiano D'ORSI</i>	267
§ 1. <i>Cooperation in Africa: a general overview</i>	267
§ 2. <i>The ECOWAS precedent to the Niamey Convention</i>	269

§ 3. <i>Illustrating several recent initiatives of the AU regarding cross-border cooperation: a road paved with worthy intentions</i>	274
§ 4. <i>Further initiatives on freedom of movement in Africa: implementations and challenges</i>	279
§ 5. <i>The contribution of the African Union Border Programme and of the African Continental Free Trade Area in strengthening cross-border cooperation</i>	282
§ 6. <i>Final reflections: cross-border cooperation at a crossroad?</i>	286
Les pays émergents, acteurs principaux du processus d'institutionnalisation en Afrique ? L'exemple de la présidence sud-africaine et de la mise en œuvre de la ZLECAF	
<i>Aminata DIABY</i>	289
LA NOTION DE PAYS ÉMERGENT : QUELQUES ÉLÉMENTS DE QUALIFICATION	
D'UNE NOTION COMPLEXE	290
§ 1. <i>Une institutionnalisation du continent africain : facteur d'émergence</i>	290
§ 2. <i>L'Afrique du Sud – une intégration progressive mais remarquée à la Coopération Sud-Sud</i>	293
A. Fonctionnement de la présidence de l'Union africaine	295
B. Valeurs juridique et politique du discours d'accession	297
§ 3. <i>Le soutien à la ZLECAF vecteur d'émergence</i>	297
§ 4. <i>Un projet ambitieux avec une forte adhésion</i>	301
§ 5. <i>La crise sanitaire et économique</i>	302
§ 6. <i>La question des règles d'origine : point sensible des négociations</i>	303
CONCLUSION	303
La construction du « bon régime » par les cultures extra-occidentales	
<i>Christophe ESSOMBA</i>	305
INTRODUCTION	305
§ 1. <i>La fabrication du pouvoir dans les régimes extra-occidentaux</i>	307
A. L'ordonnancement interne des mécanismes de structuration du pouvoir dans les différentes cultures des BRICS	308
B. La diffusion stratégique des identités sur la scène internationale	311
§ 2. <i>Les considérations des régimes extra-occidentaux par leurs cultures</i>	314
A. La modélisation des régimes russe et chinois : une fierté nationale	314
B. La considération du « bon régime » par les autres cultures extra-occidentales : le cas de l'Afrique	316
Le rapport des émergents à la démocratie dans la coopération Sud-Sud en Afrique. Entre fabrique d'une identité démocratique et consolidation de régimes autoritaires	
<i>Guetwende Lionnel Aymard BONTOGO</i>	319
INTRODUCTION	319
§ 1. <i>La démocratie comme facteur variable dans la coopération Sud-Sud</i>	322
A. La perte d'un équilibre entre développement et démocratisation	322
B. La mort annoncée des conditionnalités démocratiques ?	326

§ 2. <i>La présence timide de l'élément démocratique dans la construction de l'État africain dans la coopération Sud-Sud</i>	329
A. La tentative d'une conciliation entre respect de la souveraineté et démocratisation	330
B. Des rapports fluctuants et une exemplarité non stable	332
L'attitude des pays émergents à l'égard du droit	
<i>M. Mahmoud MOHAMED SALAH</i>	335
§ 1. <i>L'adhésion des pays émergents au droit économique libéral</i>	338
A. Un mouvement général.	338
B. Des disparités persistantes	346
§ 2. <i>Une attitude ambivalente à l'égard du droit international</i>	353
A. La contestation de certains segments du droit international	355
B. L'utilisation alternative du multilatéralisme et de l'unilatéralisme. . .	361
CONCLUSIONS ET SYNTHÈSE	
<i>Hocine SADOK</i>	365